

THE NEW FREE UNIVERSITY

Bruno Latour

Pour le 150^e anniversaire de Sciences Po
Le 24 septembre 2022

Mesdames et Messieurs,

I-

C'est un grand honneur et une grande responsabilité qui m'incombe de m'adresser à une si éminente assemblée. Je suis retraité depuis longtemps maintenant, mais jamais je n'ai regretté ma décision de rejoindre cette École, en 2006, dirigée à l'époque par Richard Descoing. Depuis lors, mon affection pour elle n'a fait que grandir. Et, bien sûr, je suis très heureux et fier de pouvoir prononcer ce discours dans ce nouveau campus.

Nous nous retrouvons cet après-midi pour célébrer le 150^e anniversaire de cette École, fondée, contre toute attente, par Émile Boutmy. Comme on peut le lire dans le très beau volume assemblé et rédigé par l'historienne de l'École, Marie Scot, comme tous ses compatriotes, Boutmy a été profondément traumatisé par l'issue catastrophique de la guerre franco-prussienne de 1870, et très probablement davantage encore par le court épisode de la Commune de 1871, comme si une défaite sociale était venue s'ajouter à la défaite militaire. Aussi, Boutmy, comme nombre de ses amis de la sphère médiatique de l'époque, était très impressionné par l'investissement massif des Allemands dans les sciences, les laboratoires et les universités, qui, pour une grande partie de l'élite française, était la principale raison de l'écrasante puissance prussienne. Louis Pasteur avançait le même argumentaire avant et après la guerre, comme on le retrouve dans nombre de ses requêtes au gouvernement : « *Depuis leurs laboratoires, les physiciens et chimistes sont comme des soldats sur un champ de bataille* », écrit-il à l'empereur. Après la guerre, il rédige un pamphlet que Boutmy aura certainement lu ; intitulé : *Pourquoi la France n'a pas trouvé d'hommes supérieurs au moment du péril*.

Boutmy et Pasteur, tout comme beaucoup de leurs contemporains, savaient qu'ils ne pouvaient pas compter sur un système universitaire dont le fonctionnement n'aurait pu rivaliser avec l'Allemagne de Bismarck. Alors quand il déclare vouloir une « université libre », il ne faut pas lire cette proposition aujourd'hui comme si elle avait été faite en Grande Bretagne, en Allemagne, en Italie ou aux États-Unis, où le mot « libre », n'aurait été qu'une nuance dans un océan de teintes¹. En France, à l'époque, associer « libre » et université était vraiment radical. N'oubliez pas que la Révolution française avait purement détruit l'université en 1793. Napoléon en a réinstauré une partie, mais il a principalement multiplié les reliques d'une spécificité de l'économie du savoir française, en créant notamment des écoles techniques, pratiques et scientifiques de petite envergure et extrêmement sélectives comme Polytechnique ou les Écoles Normales.

¹ Le discours original a été prononcé en anglais : « So when he said that he wanted a "free university" you should not now read this proposition as if it had been advanced in Britain, Germany, Italy or the United States where the word "free" would have been nothing but a nuance among many other flavours. »



La Restauration a à nouveau démolie l'université, et à aucun moment avant 1896 les facultés n'ont échappé au joug de l'administration. Et bien entendu l'université n'est jamais apparue à Napoléon III comme un lieu de liberté.

Le mot « libre », donc, dans « université libre » signifiait que Boutmy entendait se soustraire au système limité et corseté qui avait survécu au XIX^e siècle. Concevoir une université libre revenait à se lancer à partir de rien dans une aventure qui se poursuit aujourd'hui. Il était journaliste, homme d'influence, publiciste. Il n'avait absolument aucune qualification pour entreprendre cette nouvelle aventure. Et il n'était pas riche non plus. Mais libre ? Oui. Ça, il l'était. Libre de faire ses propres choix. Il pouvait nommer professeur qui lui semblait intéressant sans avoir à consulter ses diplômes et ses titres, sans demander la permission à qui que ce soit, ni au gouvernement, ni à aucun comité. (Je sens l'envie frémir chez certains d'entre vous !)

Mais quelle était *l'idée* autour de laquelle Boutmy et ses amis voulaient construire leur nouvelle école – l'idée dont l'absence était, selon eux, la cause principale de la catastrophique conclusion d'un siècle entier d'expérimentations gouvernementales ratées ? C'était l'absence de toute formation académique régulière, complète, systématique dans les affaires gouvernementales. Ils ont été choqués de réaliser que, dans tout l'appareil étatique français, il n'existait aucune autre formation que celle que l'on acquérait en poste – et n'importe comment qui plus est. Bien sûr, on pouvait apprendre le droit administratif ici, la géographie là, l'histoire ailleurs encore, mais nulle part on ne les trouvait rassemblés, enseignés méthodiquement dans un but commun. Pour Boutmy, la situation était aussi choquante que de ne pas avoir d'école de médecine pour former les médecins, ni de programme de formation des physiciens. « L'École libre des sciences politiques » était bien une tentative délibérée de créer de rien un programme d'enseignement pour une discipline qui n'avait pas encore été inventée – les sciences politiques, au pluriel – pour apporter aux nouveaux fonctionnaires que la Troisième République recrutait massivement la formation de base dont ils avaient besoin.

De façon très ironique, 150 ans plus tard, la plupart du personnel de haut niveau et bon nombre de ministres et présidents, anciens et actuels, sont passés par cette université libre que Boutmy avait conçue en contrepoids du gouvernement dans le secteur académique ! Il n'est pas chose aisée aujourd'hui de trouver dans le grand corps administratif, le journalisme, les assistants parlementaires, des gens qui ne sont pas des anciens de Sciences Po ! L'idée d'équiper la Troisième République d'un vaste corps de personnel de niveau intermédiaire et haut est devenue réalité. En un sens, on pourrait presque dire que Boutmy a trop bien réussi ! L'une des raisons de ce tonitruant succès réside dans l'idée, dès le départ, de multiplier les ponts avec l'appareil de l'État en demandant aux professionnels d'enseigner à l'École, leur accordant le même crédit qu'au personnel académique, qu'il comptait également sélectionner librement – y ont figuré les grands esprits de l'époque : Elie Halévy, Lucien Lévy-Bruhl, et Gabriel Tarde (l'un de mes prédécesseurs intellectuels), entre

autres. Son idée était à l'origine que la formation théorique de base devait avoir le même poids que les compétences pratiques enseignées par les professionnels qu'il avait eu loisir de sélectionner. En cela, il n'a pas eu autant de succès qu'il en avait eu dans ses efforts pour monopoliser la formation des fonctionnaires. Ce n'est qu'au cours du dernier quart de ce siècle que le développement de la recherche fondamentale a transformé Sciences Po en une université de recherche, cette fois-ci au sens originel, global, du mot « université ».

Mais dans l'ensemble, à travers les nombreuses tribulations qui sont si bien racontées dans le livre du Centenaire, le projet original a été maintenu et développé par chaque génération d'administrateurs. Si bien d'ailleurs que nous sommes aujourd'hui réunis ici, dans ce nouveau campus, au cœur de Paris, à quelques mètres seulement de son bâtiment d'origine de la fameuse rue Saint Guillaume. (Comme l'École n'insiste jamais assez sur une autre de ses extraordinaires innovations, je me dois d'insister sur le fait que tout ce qui présente un intérêt à Sciences Po ne se trouve pas seulement à Paris, malgré les accusations de parisianisme. C'est pourquoi je vais prendre la liberté de rendre hommage aux six campus qui ont été créés récemment à Nancy, Dijon, Poitiers, Le Havre, Reims et Menton. Ils sont tous ce que l'on appelle des établissements de premier cycle, ils sont tous des joyaux d'attention et d'intelligence, et par-dessus tout, ils sont tous spécialistes d'une langue et d'une zone géopolitique. Et quand on s'y rend, on fait l'expérience incroyable de voir des jeunes de 17 et 18 ans suivre leurs cours en trois langues : le français et l'anglais, évidemment, mais aussi le chinois s'ils sont au Havre, l'arabe à Toulon, ou l'allemand à Nancy, etc. Je ne crois pas qu'il existe d'équivalent, où que ce soit. Peut-être que je crâne un peu, mais c'est tout à fait approprié pour ce type d'occasion !)

II-

La célébration de 150 ans de lutte, de créativité et d'accomplissements est un grand et nécessaire moment dans l'histoire d'une institution. Cependant, ce serait une bien misérable manière d'honorer la mémoire de nos fondateurs et de leurs successeurs si nous nous reposions paresseusement sur leurs lauriers. Permettez-moi à présent de suivre le chemin des fondateurs en insistant sur ce que je vois comme un parallèle frappant entre la situation que Boutmy essayait de résoudre par son projet d'université libre, et la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Le traumatisme de la guerre franco-prussienne était en effet très grand, mais il est néanmoins bien moindre que l'expérience traumatique de traverser ces cinquante ans de guerre et de tentatives ratées de gérer ce que j'appelle le nouveau régime climatique. Nous avons subi de cuisantes défaites, encore et encore. Et cette fois-ci, la défaite est mondiale. L'ajout soudain de la guerre en Ukraine ajoute un poids insurmontable à la charge d'être aujourd'hui un adulte responsable de l'éducation de la jeunesse.

Si Boutmy était horrifié du manque de formation et de l'absence de connaissances de base de l'appareil étatique de son temps, comment devrions-nous réagir en comprenant que du président au plus humble des agents administratifs, très peu, et j'insiste, très peu, ont, ne serait-ce que la moindre notion de sciences de la terre, ni une vague idée de la boucle de rétroaction de la planète au sein de laquelle il ou elle opère, ni même une once de savoir sur la manière dont les autres cultures, les autres peuples plus impactés encore que nous par les mutations de notre planète, gèrent tous ces changements ? Oui, Boutmy avait raison, en son temps, de diagnostiquer le manque de formation systémique en sciences politiques comme la raison des échecs des gouvernements, la raison pour laquelle la France n'a pas trouvé d'hommes supérieurs au moment du péril, pour reprendre le titre de l'essai de Pasteur. Mais je vous demande, Mesdames et Messieurs, n'ai-je pas raison d'attribuer les échecs successifs de nos gouvernements - et cette fois-ci de tous les gouvernements - à l'absence totale de vastes corps d'agents, fonctionnaires et administrateurs bien versés en sciences politiques, mais ignorants de ce que l'on pourrait appeler les « sciences terrestres » ? Oui, en effet, les sciences politiques foisonnent aujourd'hui, mais remarquez l'extrême lenteur avec laquelle la sociologie, l'économie, le droit, l'histoire, la politique et l'administration ont absorbé la nouvelle mutation.

Je ne sais pas ce qu'il en est dans vos diverses universités, mais de notre expérience ici, à Sciences Po, nos élèves sont bien plus avancés que leurs professeurs et leurs mentors dans la profondeur de leur angoisse. Pourtant, et c'est bien ce qui est troublant, l'angoisse, la panique, la dépression, le traumatisme de ces jeunes ne rencontrent pas de formation complète, approfondie, systématique dans le domaine qui leur permettrait d'agir efficacement sur cette nouvelle mutation, et a fortiori d'équiper l'appareil d'État d'un vaste corps de fonctionnaires efficaces, motivés et bien formés. (D'ailleurs, en France, cette déplorable situation est exacerbée par la triste réalité selon laquelle des centaines d'agents en charge de ce qu'on appelle officiellement « la transition écologique » ont été licenciés dans les domaines de la foresterie, météorologie, énergie et biodiversité. Tous ces fonctionnaires du bas de la hiérarchie, certes, mais hautement spécialisés, ont été licenciés. Ces cinquante ans de guerre du déni, de l'indifférence, de l'hésitation et de l'incompétence se poursuivent, et ainsi notre État se trouve gravement dépourvu face à cette nouvelle et terrifiante menace. À cause de l'abominable année que nous venons de traverser, tout le monde se met enfin à parler d'écologie politique, mais les connaissances qu'ils ont absorbées sont affreusement superficielles. Ce n'est pas vrai que les catastrophes suffisent en elles-mêmes à capter les esprits. Il faut des gens comme Boutmy pour transformer une crise en une occasion de changements radicaux. Il est évident pour moi que nous nous trouvons à pareille jonction.

Je suis loin d'être en mesure d'élaborer un cursus équivalent à celui que Boutmy a conçu, cette fois-ci destiné à équiper les femmes et les hommes qui contribuent au gouvernement de notre propre période de crise, au cœur des guerres du climat. Les sciences terrestres sont autrement

compliquées à enseigner de manière pratique et académique que ne le sont les sciences politiques. Ou en tout cas, c'est l'impression que l'on a avant d'avoir essayé ! L'une des clefs, bien sûr, c'est le lien entre sciences sociales et sciences naturelles, pas toutes, mais du moins les branches qui concernent directement les cercles dans lesquels les humains de l'ère industrielle moderne sont impliqués, et dont les points de bascule doivent être pris à bras-le-corps – ce qui veut dire une bonne part de biochimie, de physique atmosphérique et de ce qu'on appelait la géographie physique, une sélection nécessaire à celles et ceux qui seront plus tard amenés à gouverner au quotidien.

Vous disposez tous d'expériences dans ces mises en relation, j'en suis certain, mais Sciences Po a fait preuve d'une incroyable inventivité, grâce encore une fois à Richard Descoings, que l'on peut d'ailleurs très justement appeler le re-fondateur de cette École. Pendant 15 ans, nous avons proposé des doubles spécialisations et des doubles masters en coopération avec les meilleures universités scientifiques de Paris, à la fin desquels les étudiants assez courageux pour avaler deux cursus complets, pouvaient choisir de s'orienter vers les géosciences, la biologie, la physique ou les mathématiques, ou en économie, en théorie sociale ou en droit. Et en effet, nous avons commencé à faire émerger, comme je le mentionnais tout à l'heure, ce corps de professionnels à formation double, et je suis heureux de vous dire qu'ils ont commencé à occuper plusieurs des postes qui seront essentiels pour aborder les nombreux défis que pose le changement climatique.

Mais ce n'est qu'une des étapes nécessaires à la mise en place d'un cursus complet. Comme Boutmy l'avait vu, avec une telle vivacité et une telle intuition, on ne peut avoir la moindre idée de ce qu'est un bon gouvernement sans notion de l'ensemble des humanités. Mais aujourd'hui, le mot « humanités » est devenu presque impropre, en réalité on devrait les appeler les « humanités en détresse ». Il se trouve que toutes les sciences humaines ont été violemment impactées par l'urgente nécessité de reconnaître et de répondre à tous les agents non-humains qui ont frappé à leurs portes. Donc le nouveau cursus devrait comprendre une théorie sociale capable d'élargir grandement l'éventail des agents qui composent le monde social. Nous voyons que les moyens que le droit s'efforce d'employer pour régler les nombreux cas où droits de propriété, droits des sociétés et théorie du commun se mêlent, sont remis en question par de nombreux activistes, qui se rendent compte des limites de la définition de ce qui appartient à qui et pourquoi. Nous nous demandons s'il y a un sens à enseigner la géopolitique et la théorie des États quand aucune des problématiques que nos étudiants devront gérer n'est contenue dans les frontières d'un seul État. L'histoire, qui avait tant d'importance pour Boutmy, a été profondément renouvelée par l'histoire environnementale, et il n'y a plus aucun sens à présent à l'enseigner comme celle d'humains qui occupent un paysage invariable. Comment peut-on enseigner la philosophie politique quand l'idée même d'un agent libre et autonome, en tant que membre de gouvernements représentatifs, semble abandonnée partout par manque d'alternative ? Et qu'en est-il d'inventer de nouvelles

alternatives ? En voilà une mission. Il n'y a pas une discipline qui ne doive être reconstituée, réoutillée, pour que nos étudiants puissent s'en servir - nos étudiants qui, ne l'oublions pas, porteront dans 20 ans le poids de notre incapacité à leur enseigner aujourd'hui les compétences qui les prépareront à ce qui les attend. C'est là que réside la grande différence qui met un terme à mon parallèle avec l'époque de Boutmy. Il voulait préparer les élèves à la modernisation de l'État - et nous le faisons toujours ! Mais aujourd'hui, le problème s'est muté en un besoin de les préparer à écologiser une civilisation tout entière - et ça, nous ne le faisons pas. La guerre était derrière Boutmy. Elle est derrière et devant nous.

Ce qui est si intéressant pour les universitaires de toutes disciplines, c'est que leurs compétences seraient à nouveau pertinentes si seulement ils investissaient massivement dans la gestion des nouveaux défis. La géographie était pour Boutmy l'une des grandes disciplines, mais la géographie s'est divisée en géographies humaine et naturelle juste au moment où il aurait fallu les joindre. La géographie, en un sens, devrait être la colonne vertébrale du nouveau cursus, avec l'anthropologie, qui est devenue un élément si central de l'exploration de l'immense diversité des façons d'appréhender les agents non humains qui composent le monde de la plupart des autres peuples - ceux que l'on appelait « les autres », avant de réaliser à quel point ils sont proches de nous et souvent même en avance sur nous, dans leur manière de gérer les catastrophes que nous avons provoquées chez eux.

Permettez-moi d'insister sur l'importance de ce que l'on appelle ailleurs la science de la performance, le design, ou simplement les arts libéraux. Pensez-vous sérieusement qu'il est possible de gérer une nouvelle mutation civilisationnelle avec les conceptions du XX^e siècle de ce qu'est un roman ? Une pièce de théâtre ? Un film ? Une installation ? Sans un renouvellement total des arts, vous ne pourrez pas gérer l'expérience traumatique de cinquante ans de guerre du déni, de l'indifférence et de l'incompétence. Vous n'avez aucun moyen de métaboliser les effets qui découlent de ce trauma. Vous devenez fous. Les arts aussi doivent faire partie du cursus. Étant donné qu'on n'en parle pas toujours, je tiens à souligner que chaque étudiant de Sciences Po doit consacrer deux semestres complets à la pratique d'un art sous la supervision d'un maître. Ce travail est évalué et noté. Et il est obligatoire ! Chaque année, l'école demande à une centaine de maîtres d'enseigner l'art à nos étudiants ! Et vous ne savez probablement pas non plus que nous avons créé, encore une fois avec Richard Descoing, une école des arts politiques (SPEAP), qui donne chaque année à 25 ou 30 jeunes professionnels, architectes, artistes, médecins et activistes une série de compétences nécessaires pour se poser des questions sur la nouvelle mutation civilisationnelle, le questionnement étant le centre de ce cursus inspiré bien sûr de la tradition pragmatiste de John Dewey.

Le questionnement est ce qui éloigne les étudiants de l'affreuse habitude de se concentrer sur la résolution du problème, alors que la redéfinition de ce que pourrait être le problème est la tâche centrale de

celui qui questionne ; c'est ce que les sciences fondamentales devraient aider les étudiants à faire une fois sur le terrain. Et nous revoilà tout près de l'intuition première de Boutmy de ne jamais séparer la recherche fondamentale des professionnels.

Imaginer le cursus de la nouvelle université des sciences terrestres, dans le but de former le nouveau corps des administrateurs d'État, des entreprises et des médias, ne pourra bien évidemment qu'être semé de controverses. Mais je suis convaincu que faillir à cette mission n'est pas une option. Comment pourrait-on prétendre à un département des « Affaires publiques » si ces questions n'y sont pas massivement enseignées ? Elles sont les affaires publiques.

III-

Mesdames et Messieurs, permettez-moi maintenant de conclure cette conférence festive en insistant sur l'armature du projet original d'Émile Boutmy, et auquel cette École est toujours restée fidèle : j'entends la présence de professionnels ou d'universitaires extérieurs en nombre supérieur aux professeurs titulaires – ils sont aujourd'hui 4 000. Ce chiffre a valu à l'École beaucoup de condescendance de la part des institutions de Paris. Je dois avouer que je ne pouvais moi-même prendre au sérieux une université où les enseignants à temps plein sont une minorité. Mais aujourd'hui je pense que la présence de ces professionnels doit être chérie, largement développée, mais aussi radicalement réorganisée. Je vous explique.

Comme malheureusement tout enseignant le sait, partout dans le monde le modèle universitaire à ruissellement est en crise. Soit ce sont les étudiants qui ne veulent plus payer pour une formation qu'ils estiment de plus en plus creuse, soit ce sont les universitaires et les scientifiques qui se plaignent de ce que ce modèle n'est plus viable. Ce que j'appelle le modèle universitaire à ruissellement est celui qu'a inventé Wilhem von Humboldt – le frère d'Alexander – au début du XIX^e siècle, et qui s'est depuis répandu partout ailleurs. On attribue des chaires et des laboratoires à des chercheurs pour qu'ils poursuivent librement leur quête de connaissance – ce qui est très bien – mais on le fait dans l'espoir que dans plusieurs années, ces morceaux de connaissance auront atteint les masses par les livres de classe, les musées, les loisirs, et autres (peu importe les mécanismes précis), et qu'à la fin, ces masses seront parfaitement éclairées. Ce qui importe, en revanche, c'est le jugement de vos pairs – « l'autonomie de la recherche » signifie la plupart du temps totale dépendance envers l'opinion des pairs. La théorie du ruissellement de la connaissance est aussi obsolète que celle de l'économie du ruissellement. Je le savais, mais j'ai été frappé en apprenant que la ville de Cambridge avait très majoritairement voté *Remain* lors du fatidique référendum sur le Brexit, mais que le comté de Cambridge avait voté tout aussi majoritairement *Leave*. Il semblerait que les fontaines de savoir des collèges de Cambridge n'avaient pas inondé le

comté alentour. C'est une parfaite illustration de ce que l'on pourrait appeler l'absolue futilité des universités fondées sur le modèle de production de la connaissance par ruissellement dans le cas de la mutation du climat.

Vous allez me demander : mais y a-t-il des alternatives ? Ne sommes-nous pas coincés pour toujours dans ce modèle ? Je ne l'espère pas, et c'est là que l'expérience de cette École pourrait servir une réelle innovation. Depuis qu'Isabelle Stengers a écrit son brillant essai *Une autre science est possible !* et introduit le slogan de « *slow science* - science lente », des milliers d'expériences ont été menées pour laisser les chercheurs rencontrer ceux qui ont besoin de leur savoir, mais aussi - et c'est le point central - pour que les personnes les plus impactées par la mutation du climat soient en mesure de suggérer, de proposer, d'imposer, d'accompagner et même de participer à la recherche. Le mot d'ordre ici, c'est le passage de l'université à la *pluriversité*. Je regrette de ne pas avoir le temps de vous parler de toutes ces expérimentations, et ne soulignerai que le cas des Nouveaux Commanditaires Science, qui font le lien entre les populations qui ont besoin de la science et les scientifiques qui ont besoin de sujets originaux par l'intermédiation de professionnels spécialisés. Ce n'est plus du ruissellement. Et ce n'est pas un mépris de la science fondamentale non plus. C'est même l'inverse. Le front de la recherche fondamentale devrait être élargi, mais sa place se trouve modifiée. Elle se trouve maintenant juste derrière ceux qui sont en contact direct avec les professionnels, leur apportant les outils les plus avancés pour les aider à traverser la crise. La recherche fondamentale n'est pas une avant-garde, mais plutôt un back-office, qui vient en soutien à un front de recherche en mal d'une profonde réorganisation. Alors, bien sûr, le terme de professionnel change également de sens. Il ne désigne plus seulement les membres du Conseil d'État ou les journalistes ou les politiciens, mais également tous ceux à qui l'ensemble de la recherche est à présent dédiée, et qui, en petite mais déterminante partie, la mène. Ils devraient se tenir entre les murs de Sciences Po, ou alors Sciences Po devrait aller à eux. Les détails de ce glissement radical dans l'organisation des universités sont toujours obscurs, mais je suis certain que c'est la voie à suivre et que Sciences Po, une fois de plus, est en bonne position pour le développer, grâce à sa longue expérience d'alternance entre universitaires et professionnels.

Mesdames et Messieurs, j'ai d'abord rappelé à votre mémoire le projet d'Émile Boutmy, puis j'ai esquissé, hélas de façon très superficielle, le nouveau cursus nécessaire à l'accomplissement de notre devoir d'enseignants sous ce Nouveau Régime Climatique, et j'ai conclu, bien trop rapidement, sur le grand revirement qui sortira la recherche universitaire d'un modèle qui est si inadapté à une situation qu'il ne pouvait anticiper. Je m'excuse de n'avoir trouvé de meilleure manière de vous divertir pour cette célébration de notre École. Merci de votre patience. Hourrah pour Sciences Po et ses 150 ans !